

CIMENTERIE

LAFARGE
DE M'SILA

Mort
accidentelle
d'un chauffeur

L'ensemble des travailleurs de la cimenterie Lafarge est consterné par la mort de l'un des chauffeurs d'un dumper destiné au gros transport de matériaux servant de matière première pour la production de ciment ; dans un accident de travail survenu le vendredi 1^{er} mai vers 11h 36 mn, au niveau de la carrière implantée à proximité de l'usine.

Le drame s'est produit lorsque l'infortuné avait tenté de déverser les matières en question du godet quand, soudain, l'engin a basculé et a fini par heurter le conducteur. La victime A. H., âgée de 36 ans, et père de 4 enfants a été évacuée vers l'hôpital de la ville de Hammam Dhalaâ puis transférée vers l'hôpital Zehraoui de M'sila où il a rendu l'âme.

Le directeur de Lafarge M. Laurent, qui a assisté à l'enterrement samedi dernier, n'a pas caché son émotion et sa consternation et a déclaré que tout son personnel restera aux côtés de la famille du défunt.

A signaler que la gendarmerie a diligenté une enquête pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

A. Laïdi

Pour fausses déclarations et incitation à la débauche d'une mineure, 6 individus ont été arrêtés par la brigade de la gendarmerie de Sidi-Lakhdar.

Le début de l'affaire remonte au mois de janvier dernier lorsqu'un individu demeurant à Djelida a déclaré lors de la plainte qu'il a déposée, avoir été victime d'un agression à main armée, par des inconnus qui l'ont molesté d'une somme de 25 millions et de 2 téléphones portables, et ce, sur la route qui mène de Djelida à Sidi-Lakhdhar.

Toutes les investigations entreprises par les éléments de la brigade n'ont pas abouti, mais le dossier n'avait pas été

classé pour autant. Ce n'est que vers la fin du mois d'avril dernier qu'un élément nouveau est venu relancer l'enquête qui était au point mort.

Les gendarmes finirent par mettre la main sur l'un des téléphones appartenant au plaignant qu'il avait perdu dans un fossé, à l'endroit supposé de l'agression.

L'exploitation de la base de données du téléphone retrouvé, grâce à des moyens techniques nouvellement introduits, a permis d'apporter toute la lumière

sur cette affaire qui s'est révélée être une affaire de proxénétisme et d'incitation à la débauche d'une mineure que se disputaient deux trios de malfrats.

Selon des sources concordantes, le plaignant avait confectionné le scénario de l'agression juste pour mettre en cause le trio antagoniste. Il s'est avéré aussi que le plaignant n'a pas été molesté d'une quelconque somme d'argent, ni d'appareils téléphoniques.

Fort des renseignements fournis par le téléphone retrouvé, grâce à la perspicacité de leur chef, ils ont identifié les éléments des deux trios, en l'oc-

currence deux individus de Arrib, un d'El Amra, deux de Sidi-Lakhdhar ainsi que le propriétaire du véhicule, originaire de Djelida, les deux trios qui se disputaient la primauté de l'affaire de proxénétisme.

Toujours selon nos sources, les six malfrats ont été arrêtés et mis en examen avant d'être déférés au parquet.

Après avoir été entendus par le procureur de la République, jeudi dernier, tous les six on été placés, en détention provisoire et écroués pour outrage à corps constitués, déclarations mensongères, et incitation à la débauche d'une mineure.

Karim O.

AÏN-TÉMOUCHENT

Regroupement des exploitants
des plages devant la wilaya

Environ 70 personnes qui bénéficiaient d'un contrat d'exploitation des plages se sont regroupées, hier, devant le siège de la Wilaya pour demander aux responsables d'intervenir dans leurs doléances conformément à la convention signée le 9 avril dernier qui leur permet d'exploiter les plages comme ce fut le cas les années précédentes.

Il faut noter que la convention entre ces exploitants et les responsables concernés est toujours en vigueur et qu'elle n'expirera que dans trois ans, cer-

tains exploitants ont même payé rubis sur l'ongle les redevances de cette année estimées à 21 millions de centimes en date du 20 avril 2015.

Ces exploitants disent qu'ils ont des familles à charge et qu'ils assurent des postes d'emplois à des dizaines de jeunes, certains ont même acheté des équipements en contractant des crédits auprès de l'Etat ou des particuliers pour pouvoir exploiter les plages comme ce fut le cas durant les années précédentes. D'autres expliquent qu'ils ont effectué des travaux d'entretien et de badigeonnage

des kiosques et autres locaux pour les exploiter, cependant ils ont été pris au dépourvu par cette décision des pouvoirs publics de ne pas céder les plages aux particuliers.

Les concessionnaires disent qu'ils ont confiance en l'Etat et espèrent que les pouvoirs publics revoient cette décision. Enfin trois protestataires ont été reçus au siège de la Wilaya.

S. B.

GRÈVE À ARCELORMITTAL EL HADJAR

Intervention du groupe Imetal dans le conflit

Au cinquième jour de la grève déclenchée par les salariés d'ArcelorMittal pipes & tubes Alegria (Ampta), ex-Tuberie sans soudure (TSS), le groupe public des industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal) est intervenu pour essayer de trouver une issue à ce débrayage général et illimité.

Un représentant du directeur général d'ArcelorMittal, le SG du syndicat et le président du comité de participation de cette entreprise ainsi que le SG du conseil syndical d'Ampta ont été convo-

qués pour ce mardi au siège du groupe Imetal à Alger.

Cette initiative intervient alors que le différend ne cesse de s'élargir entre les salariés d'Ampta et leur employeur, après

la suspension par cette dernière du SG du syndicat et du président du comité de participation accusés d'être des meneurs.

Selon des sources proches de ce conflit, le tribunal d'El Hadjar a rejeté une nouvelle plainte après celle déposée en référé, en fin de semaine écoulée par la direction contre les grévistes.

Du côté des salariés, le mécontentement est général du

fait des ponctions sur salaire du mois d'avril, décidées par la direction pour observation de grève. Cette décision n'est pas pour apaiser la tension. Devant ces mesures, les grévistes estiment qu'ils sont poussés à radicaliser leur mouvement qui, au départ, ne portait que sur la satisfaction de deux points sur les 22 de leur plateforme de revendications.

Sans fermer la porte au dialogue, les grévistes sont décidés à aller loin pour avoir gain de cause dans leurs revendications si la direction continue à faire la sourde oreille.

La grève des 350 salariés d'Ampta jouit d'un soutien total parmi une majorité de salariés des autres unités du complexe ArcelorMittal.

Cette situation risque de faire tache d'huile à travers l'ensemble de ces unités au cas où il n'y aurait pas de solution dans les prochains jours, estime-t-on.

A noter qu'Ampta n'a pas été concernée par la renationalisation du complexe d'El Hadjar. Son capital social est toujours détenu à hauteur de 70% par le groupe ArcelorMittal et le reste, soit 30%, relève du groupe Sider.

A. Bouacha

MÉDÉA

Bientôt une Maison de la presse

L'Université Yahia-Farès de Médéa a abrité les festivités de la Journée mondiale de la liberté de la presse qui a été célébrée cette année sur une initiative de l'association «la plume libre», avec le concours de la radio locale de la wilaya.

La cérémonie a été marquée par plusieurs «haltes» faites d'allocutions, de projections- vidéo, de témoignages, de portraits, de conférences et d'hommages.

Les plus fervents de ces derniers ont été destinés à ceux qui ne sont plus parmi nous malheureusement, pour avoir été lâchement assassinés lors de la décennie noire ou encore pour avoir été arrachés à nous par la maladie. Un public nombreux est venu assister à l'événement.

Public élargi aux autorités civiles et militaires et

aux élus locaux. M. Brahim Merad, wali de Médéa a, comme chaque fois pris part à cette manifestation et n'a pas manqué dans son discours d'évoquer les efforts consentis par les journalistes et correspondants de la wilaya quant à l'accomplissement de leur devoir d'informer. Il a également loué l'impact positif que les médias produisent sur la dynamique du développement durable de la wilaya en sensibilisant, mais surtout en informant tout simplement.

D'un autre côté, M. Merad a promis à la famille journalistique de Médéa, une Maison de la presse dans un avenir très proche. Il a assuré que la réalisation de ce projet touchait à sa fin. Le vœu allait enfin être exaucé, au grand bonheur des journalistes qui, chaque fois que l'occasion se présentait, l'émettaient.

M. L.

Limogeage du mouhafedh
de Chlef

C'est M. Amar Saâdani qui est à l'origine de cette décision, signée par décret. Le concerné, Mohamed Mhenni actuel sénateur et désormais ex-secrétaire, se dit surpris par cette décision dont il ignore les motifs.

M. Benzebida Cherif le remplace en tant que président chargé de la gestion de la mouhafadha par arrêté signé par le secrétaire général du parti. Cette commission est composée de 21 membres dont 4 députés de l'APW.

L'évènement survient à un mois de la tenue du 10^e congrès de ce parti.

Medjdoub Ali